Introduction

Jacques Forster

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/916>

DOI : 10.4000/aspd.916

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2002

Pagination : XIII-XV

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 21 | 2002, mis en ligne le 06 septembre 2012, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/916> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.916>

INTRODUCTION

LA PREMIÈRE ANNÉE DU XXI^e SIÈCLE restera-t-elle dans l'histoire comme celle d'un tournant dans les relations Nord-Sud ? La question se pose au vu de certaines interprétations qui ont été données des attaques terroristes du 11 septembre 2001.

L'impact considérable de ces attaques s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs : le nombre élevé de victimes civiles délibérément visées, les moyens utilisés (transformation d'avions civils en bombes volantes), le territoire sur lequel elles ont eu lieu – celui de la superpuissance mondiale jusqu'ici inviolé par des agressions extérieures – une médiatisation « en direct » sans précédent. S'ajoute à cela qu'il s'agit d'une agression commise non par un Etat, mais par une organisation criminelle privée.

Peut-on dès lors parler d'une nouvelle manifestation du fossé entre pays riches et pays pauvres ? Nous en doutons, car pour autant qu'on puisse saisir leurs intentions, les commanditaires des attentats ne s'en sont pas pris aux pays industrialisés en tant que tels, mais de façon plus spécifique à l'influence occidentale au Moyen-Orient. Après des attaques contre des intérêts américains à l'étranger, ils ont porté leurs coups au cœur même du pays qui, à leurs yeux, symbolise cette influence. On ne trouve en outre, ni dans leurs discours ni dans leur pratique, d'éléments dénotant une préoccupation particulière pour le sort des pays ou des populations les plus démunis.

Ces attaques, ainsi que la riposte des Etats-Unis et de ses alliés, ont cependant ranimé des débats en cours depuis plusieurs décennies sur les relations Nord-Sud ainsi que sur les coûts et les bénéfices de la mondialisation. De nombreuses personnalités, ayant par ailleurs des points de vue bien différents, établissent des liens entre la montée du terrorisme d'une part, la pauvreté et les inégalités d'autre part¹. Selon cette approche, ces facteurs, sans être la cause directe du terrorisme, engendrent des frustrations et un désespoir qui peuvent attiser la haine et la violence.

On observe ainsi que les événements de l'automne 2001 sont souvent invoqués pour étayer des revendications anciennes dont nous ne discutons pas ici la légitimité : plus d'attention portée au développement durable et à la lutte contre la pauvreté, voire plus d'aide au développement. Ainsi le président de la Banque mondiale a-t-il, au début de cette année 2002, appelé à un doublement du volume de l'aide publique au développement en affirmant que cette aide représentait une « police d'assurance » contre le terrorisme². D'autres personnalités ont réclamé, en avançant la même justification, des politiques commerciales plus favorables aux pays en développement ou des efforts accrus pour lutter contre la dégradation de l'environnement.

Il apparaît donc que le lien entre la pauvreté et la violence est en passe de fournir une nouvelle justification à la lutte contre la pauvreté, à l'accroissement de

1. Voir notamment le dossier publié par la *South Letter* (volumes 3 & 4, 2001), qui reproduit les réactions de nombreuses personnalités aux événements du 11 septembre 2001.

2. James Wolfensohn, cité par le *International Herald Tribune* du 31 janvier 2002.

l'aide au développement ou à un système économique international plus favorable aux pays du Sud.

Ce lien a été récemment analysé par Amartya Sen³, qui relève que la relation de causalité entre misère et violence est loin d'être solidement établie. S'il est vrai que la première peut conduire au recours individuel ou collectif à la violence, ce lien de causalité n'est ni systématique ni univoque. Dans des situations de misère extrême, on peut aussi observer une grande passivité des plus démunis qui n'ont pas l'énergie de se révolter, ni la capacité d'agir sur le plan politique. Il ne faut par ailleurs pas non plus négliger l'autre lien de causalité, bien mieux établi que le précédent, selon lequel la violence et les conflits sont eux-mêmes source d'appauvrissement. Les exemples de paupérisation massive causée par la guerre ne manquent malheureusement pas dans le monde contemporain.

Des conditions socio-économiques défavorables, le manque d'accès à des ressources vitales ou à un emploi, l'absence de perspectives d'avenir sont parmi les facteurs qui peuvent engendrer tensions et violence, au Nord comme au Sud. Mais on sait aussi que les causes de la violence sont multiples et complexes et qu'elles ne peuvent être réduites à des facteurs socio-économiques. Outre sa fragilité, le lien que l'on veut établir entre la lutte contre la pauvreté et la prévention de la violence terroriste comporte de grands risques.

En premier lieu, ce lien crée la perception que les pays pauvres et leurs populations représentent, en eux-mêmes, un danger pour le monde riche et ses habitants. Il peut renforcer une vision sécuritaire des relations Nord-Sud, dans laquelle l'aide au développement est le prix à payer pour plus de sécurité. Est-ce là une base sur laquelle peut se développer le partenariat que chacun réclame pour gérer ensemble les problèmes globaux de la planète ? Est-ce là une prémisses pour mettre en œuvre le dialogue entre civilisations indispensable à la société mondiale faite de diversité et d'interrelations ?

Le second risque touche à la gestion de l'aide au développement. Pendant toute la période de la guerre froide, la coopération au développement fut souvent – à l'Est comme à l'Ouest – au service d'objectifs de politique de sécurité internationale. Dans certains pays fournisseurs d'aide, les critères d'attribution de cette dernière dépendaient souvent davantage de la position stratégique d'un pays en développement et de sa vulnérabilité par rapport à l'influence de l'« autre camp » que de la situation objective de son économie et de la pauvreté de sa population. Ce « détournement » de l'aide de son objectif déclaré est un des facteurs qui expliquent le bilan mitigé de plusieurs décennies de coopération internationale au développement. Dans le contexte actuel, ne risque-t-on pas d'orienter l'aide en fonction de risques réels ou supposés de violence, l'éloignant ainsi, une fois de plus, de son objectif réel ?

Amartya Sen estime que la pauvreté est un mal suffisamment terrible pour que son éradication ne dépende pas d'autres justifications. On peut ajouter qu'il s'agit d'une tâche suffisamment ambitieuse et complexe pour ne pas la combiner avec d'autres missions.

3. Ces thèses ont été présentées par Amartya Sen sous le titre « Global Inequality and Persistent Conflicts » lors d'un symposium organisé en décembre 2001 à Oslo à l'occasion du 100^e anniversaire du premier prix Nobel de la paix.

Agir pour mettre fin à la violence armée et pour la prévenir revêt une importance tout aussi grande que la lutte contre la pauvreté. Cette action est en elle-même une façon de prévenir la paupérisation. Il n'en reste pas moins que les deux objectifs, qui s'adressent à des problèmes différents, doivent aussi mettre en œuvre des moyens différents. Leur amalgame risque de créer une confusion et des malentendus considérables, et de nuire à l'efficacité et à la crédibilité de l'un et de l'autre.

* * *

Le dossier « Analyses et positions » de l'Annuaire 2002 traite de l'agriculture à la lumière des transformations structurelles en cours dans ce secteur d'activité. Malgré son importance vitale pour l'ensemble de la planète, la réflexion sur l'avenir de l'agriculture ne peut être réduite à sa simple dimension économique. En effet, le débat porte aussi sur l'avenir du monde paysan et sur son rôle dans l'aménagement et le maintien de terroirs qui font la richesse et la diversité d'un territoire. Ce dossier, conçu et présenté par Claude Auroi, met en relation l'évolution de l'agriculture dans les pays en développement et dans un pays industriel tel que la Suisse.

La partie « Analyses et positions » comprend également un article d'Antoine Mach, qui examine le rôle joué par les ONG dans la prise de responsabilité sociale de grandes entreprises par rapport à des enjeux touchant des pays en développement. La majorité des cas étudiés concerne des entreprises et des ONG suisses.

L'Annuaire Suisse-Tiers Monde 2002 comprend, comme les années précédentes,

- ❑ une revue des événements de l'année 2001 concernant toutes les dimensions des relations de la Suisse avec les pays en développement. La table des matières de cette chronique illustre la grande diversité ainsi que l'importance de ces relations. Cette année, en présentant les travaux de l'OMC, un accent particulier a été mis sur la problématique des droits de propriété intellectuelle et de l'accès aux médicaments. Cette question d'une grande actualité, en raison notamment du développement de la pandémie de VIH-sida, revêt un intérêt particulier pour l'économie suisse ;
- ❑ un recueil de statistiques portant sur le commerce international, les flux financiers, l'aide publique au développement, ainsi que les relations de la Suisse avec les pays en développement et en transition.
- ❑ un index analytique se référant à la partie « Revue » de l'Annuaire.

* * *

Je remercie très chaleureusement de leur collaboration les auteurs des articles publiés dans la partie « Analyse et positions » de l'Annuaire ainsi que les collègues qui ont contribué à rassembler toutes les informations contenues dans la partie « Revue » et à les présenter sous une forme claire et synthétique. Ma gratitude va également à mes collègues du Comité de rédaction ainsi qu'à toute l'équipe qui assure la traduction et l'édition de notre publication.

Jacques Forster
Professeur à l'IUED, Directeur de la rédaction